



**Transitions
territoriales et
démocratie**



**ÉCOUTES
TERRITORIALES
2025**

A l'écoute du Laboratoire de la Ruralité des Vosges

**Portrait sensible des
transformations à l'œuvre**



En partenariat avec



ambassadeur des



Avec le soutien de



**PRÉFET
DES VOSGES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**
Logement, Transports,
Ruralité, Ville
*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Fondation
de
France**

Rappel de la démarche des Écoutes Territoriales dédiées au Laboratoire de la Ruralité dans les Vosges

L'Union Nationale des Acteurs du Développement Local (Unadel) et Citoyens & Territoires Grand-Est (C&T), réseau national et régional du développement local, militent pour un développement local sensible, coopératif et inclusif.

Depuis plus de 30 ans l'Unadel et C&T (anciennement Carrefour des Pays Lorrains), rassemblent des élus, des acteurs associatifs, des professionnels de l'ingénierie territoriale, des universitaires, des habitants, mobilisés autour de la promotion et de la reconnaissance des territoires de projets comme creuset de développement local. « *Tout territoire, urbain ou rural, petit ou grand, constitue un bien commun* ».

Depuis 2014, l'Unadel et ses partenaires ont réalisé des Écoutes Territoriales dans plus de 50 territoires volontaires (EPCI, communes, départements ou collectifs associatifs investis dans le local).

La méthode des "Écoutes Territoriales" apporte un éclairage extérieur sur un territoire, une "photographie sensible" pour favoriser le travail collectif des acteurs au service de transformations territoriales.

Cette démarche se base sur une écoute bienveillante et non-interventionniste. Elle permet un positionnement de catalyseur et facilitateur afin d'aider à (ré)engager des dynamiques coopératives territoriales à partir de la mise en lumière d'une analyse des enjeux racontés et vécus par les acteurs locaux. Elle s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire qui renforce le pouvoir d'agir des territoires et des habitants. Elle interroge les gouvernances territoriales, les coopérations et les postures nécessaires aux transitions, au travers de la rencontre d'acteurs très divers (sans prétention à l'exhaustivité).

Ce document est donc le résultat d'une démarche d'Écoute Territoriale réalisée par l'Unadel et Citoyens et Territoires Grand-Est (2 bénévoles et 2 salariés de l'Unadel et de C&T) auprès de 45 personnes rencontrées lors de 37 entretiens individuels ou en binômes, du 3 au 5 mars 2025 et lors d'1 entretien collectif, le 4 avril 2025, avec 7 jeunes et leur formatrice de la MFR de Gugnécourt. Il s'est enrichi des échanges que nous avons pu avoir le 27 mai 2025, lors d'une restitution-miroir qui a réuni une trentaine des personnes écoutées, en présence de Madame la Préfète des Vosges et du Président de l'Association Nationale et Départementale des Maires ruraux (AMRF).

QUELQUES PRÉCISIONS SUR CETTE ÉCOUTE

Personnes écoutées (par catégories) :

- 13 élus (maires, élus communautaires, conseillers départementaux et régionaux, député)
- 5 fonctionnaires de l'État
- 5 agents de la fonction publique territoriale
- 8 acteurs économiques (ESS, Scic, tiers- lieux, etc)
- 7 acteurs associatifs (éducation populaire et services)
- 3 acteurs formateurs et/ou chercheur
- 7 étudiants

Le panel des personnes rencontrées n'est pas représentatif de toute la population ni de tous les acteurs locaux. Il résulte d'une liste de personnes établie de concert avec les pilotes du Laboratoire et leurs collaborateurs, de la disponibilité des personnes invitées et du choix des écoutants d'ajouter d'autres acteurs, notamment des jeunes, repérés pour leur implication locale.



En 2025, le thème des Écoutes Territoriales porte sur :
« **TRANSITIONS TERRITORIALES ET DÉMOCRATIE** ».
C'est ce qui a orienté nos échanges dédiés à l'articulation des initiatives locales avec le Laboratoire des Ruralités dans les Vosges (= le labo).

Un laboratoire au service des politiques publiques dans les Vosges : le contexte particulier de cette Écoute

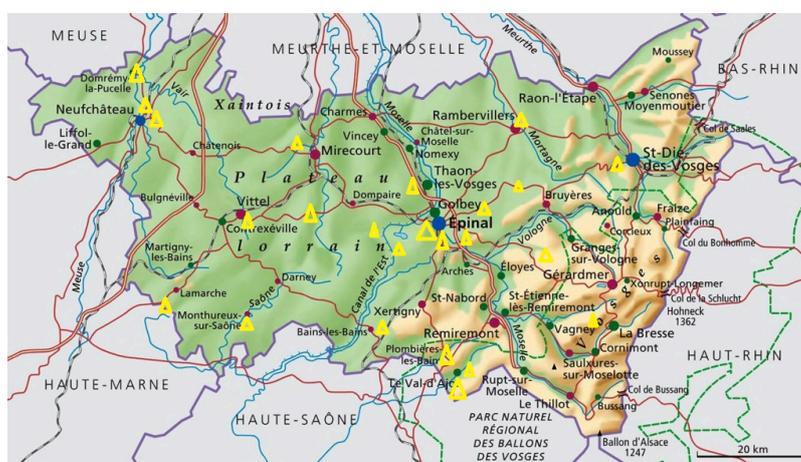
Il s'agissait pour nous de mesurer le degré de répliquabilité du Laboratoire des Ruralités créé à titre expérimental en 2021 à l'initiative du 1^{er} Ministre, sur proposition du Président de l'AMRF.

En mars 2025, lors d'un déplacement dans les Vosges, la Ministre de la Ruralité a annoncé la reconduction du Labo, confirmant tout son intérêt.

Il ne s'agissait donc pas de nous inscrire dans une démarche d'audit, mais bien de favoriser une démarche de rencontre des acteurs de terrain dans toute leur diversité, élus, techniciens, professionnels et bénévoles, en vue d'identifier des défis à relever, d'entendre les ressentis et les questionnements, de recueillir des propositions.

La restitution miroir du 27 mai nous a permis de donner à entendre ce qui nous avait été dit et d'ouvrir le chantier des perspectives pour le Labo et de ses interactions avec les acteurs vosgiens.

Cette analyse sera partagée lors des Journées nationales des Territoires, le 1^{er} décembre 2025, où des représentants de chaque territoire écouté en 2025 seront invités à venir dialoguer ensemble.



1. LES VOSGES, un ensemble de territoires soumis à de fortes contraintes, mais qui bénéficie de dynamiques et de richesses indéniables

« Les ruralités sont différentes selon les endroits des Vosges ».

Une démographie préoccupante

Depuis 2023, les projections de l'INSEE prévoient la perte d'un tiers de la population d'ici à 2070, soit près de 120 000 habitants en moins, représentant la population des 13 plus grosses villes du département (d'Épinal à St-Nabord). Depuis 2010, les Vosges ont déjà perdu plus de 19 000 habitants, l'équivalent de la ville de Saint-Dié-des-Vosges. Les soldes migratoire et naturel sont négatifs.

« Il est parfois difficile de se sentir habiter un territoire quand on est né dans un village, qu'on fait ses études ailleurs, des stages encore ailleurs et que l'emploi obligera peut-être encore à s'éloigner de son lieu de naissance, de son berceau familial ».

Des mobilités peu développées en milieu rural

De nombreuses initiatives ont le mérite d'exister dans certains secteurs géographiques mais ne résultent pas toujours d'une volonté commune ou d'une vision d'ensemble. Les jeunes, les "sans permis", les personnes âgées se retrouvent très souvent dépendantes de la solidarité de voisinage, des initiatives solidaires, du système D du fait d'infrastructures insuffisantes et d'une offre de services publics réduite en matière de transports en commun.

Les manques de moyens individuels et autres "blocages psychologiques" sont aussi évoqués pour expliquer le manque de mobilité des Vosgiens. Ces initiatives, souvent portées par des structures de l'économie sociale et solidaire ou par des associations de service à la personne ou encore des collectivités, expérimentent la location de voitures, le transport à la demande de personnes en situation d'insertion, d'isolement ou de fragilité.



Paysages et espaces naturels font la renommée des Vosges

« C'est la nature et le paysage qui permettront de retrouver un avenir positif ! ».

Le PETR de la Plaine des Vosges a élaboré son plan paysage ; un périmètre de la forêt d'exception de Darney réunit de nombreuses communes de plusieurs cantons ; de même, dans le massif, des politiques paysagères sont conduites en lien avec le Parc Naturel Régional des Ballons. Les équilibres sont cependant difficiles à trouver entre besoins agricoles et sylvicoles, entre espaces de loisirs, zones d'activités économiques et commerciales et zones d'habitat, entre besoins d'énergie et besoins d'espaces dédiés aux énergies renouvelables, entre zones de quiétude et de bien-être pour la biodiversité et d'usage pour les habitants et pour les résidents temporaires.

Une vie associative porteuse d'initiatives fortes

Le département compte près de 8 000 associations, situées dans les petites et grandes centralités comme dans la ruralité. 740 d'entre elles sont employeuses et représentent près de 10 000 salariés, dont 65% dans le secteur social. L'associatif est donc une filière pour l'emploi local. C'est aussi le terrain d'engagement de près de 70 000 bénévoles et d'accueil de 563 volontaires en service civique (source La France associative) qui œuvrent au quotidien sur des sujets aussi variés que l'animation culturelle des communes, l'insertion, l'enfance, le maintien du lien avec les personnes âgées et ou en difficulté, la mobilité, le maraîchage.



Une identité repérée et des volontés remarquables, notamment en matière de formations

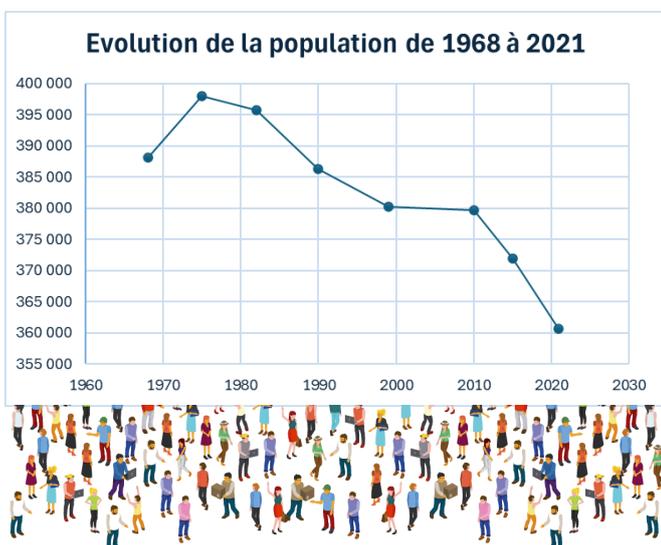
Une véritable offre de formation de qualité existe sur le département mais elle reste insuffisamment connue.

« Les enfants savent qu'ils vont partir, parce qu'avoir de l'ambition, c'est vouloir partir ».

Elle présente un vrai potentiel pour attirer et accueillir les jeunes, voire pour les "fixer", leur donner envie de rester, de s'installer et de développer des projets de vie dans le département. Dans le même temps, alors que le taux de réussite au BAC dans les Vosges est supérieur au niveau national, le taux d'entrée en études supérieures y est moins élevé.

« Si j'avais été diplômé, je ne serais pas revenu ».

Par ailleurs, la multiplication des sites et territoires labellisés illustre ce volontarisme des acteurs locaux à faire de leurs territoires des espaces de vie exemplaires, dynamiques, remarquables.



La ruralité au centre du viseur ?

La ruralité est aujourd'hui au cœur des préoccupations des pouvoirs publics alors que précédemment l'intérêt se portait surtout sur les métropoles, les pôles urbains et suburbains, les bourgs- centres les plus importants.

« La ruralité court après la politique de la ville depuis 30 ans ».

"Il était temps" alors que le tissu social est fracturé, que le maillage territorial des services publics n'a pas résisté aux économies d'échelle, aux restructurations et à la concentration des services publics sur les grandes villes, que la numérisation des procédures a éloigné l'habitant de l'accès au contact humain et que le sentiment d'abandon réel ou ressenti s'est diffusé massivement dans les villages, les hameaux, globalement, dans ce qu'on appelle aujourd'hui les ruralités.

Certes, les accueils "France Services" mis en place avec le concours des collectivités, semblent remplir une fonction utile et reconnue. Pour combien de temps ? Avec quelle évolution des moyens de fonctionnement ?

« Les élus se préoccupent davantage de l'investissement que du fonctionnement ».

Or c'est dans le suivi et la durée, le moyen et le long terme que l'action publique produit du résultat. La plupart des acteurs locaux réclament plus de souplesse, des procédures accessibles et simplifiées, une aide technique au projet avec un appui d'expertise technique, juridique et financière.



2. LE LABO : une expérimentation, fruit d'une volonté partagée entre l'État, l'ANCT et l'AMRF

Le labo, sur le papier : quesako ?

Le Laboratoire des Ruralités, dénommé "Rur'agilité", créé en 2021 à titre expérimental pour une durée de 3 ans, « mobilise les acteurs de terrain, les services de l'État et les forces vives pour proposer, expérimenter et innover. Les actions engagées, lorsqu'elles ont démontré leur pertinence, doivent essaimer et être dupliquées dans d'autres territoires ruraux. » (extrait du site de la Préfecture des Vosges).

Placé sous la co-présidence de la Préfète des Vosges et du Président de l'Association Nationale des Maires Ruraux, c'est un outil de déclinaison de l'agenda rural dans le département qui apporte des moyens affectés et de la plus-value dans la prise en compte des spécificités de la ruralité.

Un directeur de projet et une chargée de mission l'animent, un conseil scientifique définit sa feuille de route (même si, de fait, ce conseil scientifique ne semble à ce jour plus réellement actif) et un comité de pilotage est chargé de suivre les projets accompagnés par le Labo.

11 fiches-actions au bénéfice des territoires ruraux (extrait du site de la Préfecture des Vosges)

- Villages d'avenir
- Village de la transition énergétique
- Reconquête du bâti vacant et dégradé
- Orientation et accès aux formations supérieures des jeunes
- Soutenir l'économie locale, les commerces et services
- Accompagner les nouvelles mobilités
- Développer le lien social
- Développer l'accès à l'emploi
- Faire connaître l'action de l'État et les travaux du Labo
- Favoriser l'accès à la culture et au patrimoine
- Renforcer l'accompagnement des maires ruraux par les services de la Justice



Le labo vu par les acteurs locaux

Selon les personnes entendues lors de cette écoute, le Labo "est", "doit être", "devrait être", un outil d'expérimentation au service de l'anticipation de réalités contraignantes qui s'imposent au territoire vosgien. Il est un outil comme d'autres, connu principalement dans la sphère des élus. Pour certaines associations, voire parfois pour les propres services décentralisés de l'État, il reste peu connu.

« Le Labo, on sait qu'il existe mais on ne sait pas à quoi il sert vraiment ».

Le Laboratoire s'est fixé comme objectifs d'écouter, de proposer et d'accompagner certaines initiatives repérées.

« Il permet d'appréhender les besoins communs ».

Cependant le faible budget propre qui lui est alloué - essentiellement pour son fonctionnement et sa communication - ne permet pas de faire véritablement effet de levier ou d'entraînement pour d'autres financeurs. Le recours aux financements de droit commun peut nuire à la propre opérationnalité du Laboratoire, à sa proactivité, voire à sa capacité réelle d'innover, d'expérimenter ou, plus exactement, de faciliter les expérimentations dans les territoires.

L'attention portée par le Labo à certaines initiatives est vécue par les uns comme une forme de reconnaissance de l'État et une possibilité d'une meilleure compréhension des besoins et des difficultés « Le labo redonne la parole aux ruraux » ; et par les autres comme servant sa propre communication dans l'espace vosgien régional ou national.

Il est finalement appréhendé par les acteurs entendus comme un service avec des moyens humains dédiés qui semble se juxtaposer aux autres services de l'État, sans y apporter plus de transversalité, ni favoriser une approche globale.

« On a de la chance d'avoir une préoccupation ruralité au sein de la Préfecture et un peu de moyens ; mais le Labo est un peu un canard sans tête : la réflexion stratégique ne transparait pas ».

Le Labo, un dispositif copiloté par l'État (Préfète) et les Maires ruraux (Président) : des défis à relever avec les acteurs locaux

Cette Écoute nous a permis de mettre en lumière la manière dont les acteurs locaux voient l'intervention du Labo face aux défis essentiels à relever sur le territoire départemental :

- Quelles articulations entre un Labo préfectoral et des initiatives tous azimuts ?
- Quelles contributions de la société civile à la vie du Labo ?
- Quelles évolutions envisager dans le cadre de la reconduction du Labo, voire de son essaimage en d'autres terres ?
- Quelle recherche d'équilibre entre d'un côté, la valorisation, la facilitation et l'accompagnement des expérimentations locales, et de l'autre, l'initiative - en propre - d'innovations de différentes natures ?

3. LA QUESTION DES TRANSITIONS : des acteurs leaders et démonstrateurs encore peu nombreux

Transitions : des initiatives et des ressentis disparates

Durant cette Écoute Territoriale, la question des transitions locales a été évoquée par des hommes de l'art ou par les acteurs publics, très mobilisés, par exemple, dans la reconquête du bâti dégradé, dans la promotion des techniques d'éco-rénovation en centres- bourgs, et de leur accessibilité en termes de coûts et de qualité du patrimoine bâti. Le travail sur l'économie de la rénovation est engagé dans les Vosges, porté et soutenu par le CAUE depuis longtemps et désormais en lien avec le Laboratoire de la Ruralité.

« Chez nous, on a décidé qu'il n'y aurait pas de construction de nouveaux bâtiments publics neufs, mais qu'il n'y aurait plus aucun bâtiment public inoccupé et on y est parvenu ! Un exemple ? : Il n'y a plus de place dans le collège désaffecté de D... ».

D'autres ont décrit leur implication dans le développement de leur village tout en exprimant leur circonspection vis-à-vis de la loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette) qui les briderait dans leurs projections. Nous avons aussi entendu souligner les effets pervers d'une agriculture intensive, ou ceux d'une industrie délétère. Ainsi, la problématique de l'eau, sa protection et sa gestion, y compris en période de canicule, est au cœur des préoccupations des élus, de la puissance publique et du monde associatif :

« L'adaptation au changement climatique sera un vrai problème dans les années à venir ».

Il y a eu des lanceurs d'alerte, y compris parmi les élus. Les avancées et reculs observés favorisent-ils une plus grande transparence ? C'est un souhait qui semble partagé.

Enfin, bien d'autres initiatives sont investies par les acteurs, telles la suppression de l'éclairage la nuit dans les communes, la renaturation d'espaces publics et l'organisation de mobilités douces, le travail sur la forêt (forêt d'exception), les modes d'irrigation, etc.



L'action sociale, primordiale dans les dynamiques de transition ?

Le secteur de l'insertion sociale et professionnelle est un champ de mobilisation forte sur des projets d'économie sociale et solidaire, tant dans le domaine de la reprise d'activité que des mobilités. Ces secteurs d'activités nécessitent un investissement humain important et des savoir-faire sensibles. Leurs porteurs de projets ou animateurs sont parfois à la limite de l'épuisement. Ce secteur mériterait certainement plus de moyens et de soutien parce qu'il est porteur de sens, de réhabilitation des personnes en difficultés sociales et de promotion d'alternatives à une économie de marché très sélective.

« En travaillant la terre, je vais donner du sens aux gens qui ont perdu le sens du travail ».

La création récente d'espace(s) de rencontres et d'initiatives de vie sociale, d'activités de (ré)insertion, donne à voir la vivacité du développement local et la diversité des démarches d'éducation populaire :

« Accompagner la traversée du désert des solitudes et jeter des ponts entre les rives de ce qui sépare ».

La somme des initiatives ne constitue certes pas un projet mais quand on les relie, les valorise, les encourage, on peut les associer aux priorités d'un projet de territoire et embarquer davantage d'énergies.

A signaler : l'expérience de location de voitures, le transport à la demande de personnes en situation d'insertion, d'isolement ou de fragilité, la création d'une foncière sur Plombières (en lien avec le Labo), les sociétés de services et les collectivités.



4. UNE DÉMOCRATIE ANCRÉE DANS LE LOCAL

Les communes labellisées “Villages d’avenir” ou bénéficiant du programme “Petites Villes de Demain” ou encore des opérations “bourg-centre” sont fortement mobilisées sur des projets qui transforment et “boostent” les dynamiques locales. C’est la démocratie du faire. Est-ce aussi la démocratie du faire ensemble ? Cela dépend de l’impulsion du leader, souvent du Maire, mais aussi de son équipe, de leurs liens à l’intercommunalité et aux autres échelons territoriaux, de la qualité de l’ingénierie à disposition pour faire vivre la démocratie locale.

L’échelon local reste essentiel dans l’esprit de nos interlocuteurs

La plupart des personnes écoutées témoignent de leur fort attachement au local, à la commune, au territoire de proximité, au bassin de vie. C’est plus compliqué dans les grands territoires institutionnels regroupés à l’échelle intercommunale, notamment dans les communautés d’agglomération, mais aussi dans les intercommunalités nées de fusions pas toujours bien acceptées, voire dans les cantons regroupés pour le scrutin départemental.

Chacun respecte les prérogatives de l’autre tout en souhaitant rester décideur sur son périmètre de compétences ou sur son territoire de proximité ou d’élection. Aussi, une certaine neutralisation des énergies semble s’imposer aux dépens d’une addition des forces qui permettrait de faire levier et d’apporter plus d’efficacité dans le déploiement des dynamiques locales.

L’État est reconnu comme agissant et réactif dans les Vosges. Pour autant, certains Maires ruraux considèrent que la ruralité reste mal traitée, ce qui contribuerait à un désintérêt de leurs concitoyens pour l’action publique, voire un rejet global de la classe politique.

« Ils nous ont un peu oubliés nous qui sommes Petite Ville de Demain. Ils se sont concentrés sur Village d’avenir ».

Il y a, particulièrement dans ce dernier mandat, un écart considérable entre l’investissement des maires mobilisés sur tous les fronts et une difficulté à investir leur rôle pour beaucoup d’élus municipaux. Beaucoup ont lâché prise en cours de mandat.

« Dans une commune rurale, le maire est en première ligne, et il est souvent tout seul ; plein d’envies, beaucoup de sollicitations, mais seul ! ».

Villages d’avenir



Des territoires toujours plus interdépendants

Le leadership politique peut se mesurer à la capacité à financer des projets mais aussi et surtout à entraîner tous les élus municipaux et intercommunaux, les habitants et les acteurs qui vivent et font vivre les territoires locaux par la mise en œuvre de politiques adaptées aux besoins.

L’interterritorialité correspond à la réalité de ce que vivent les habitants qui vivent dans le territoire où ils résident, qui travaillent parfois dans un autre et se rendent dans un troisième pour y consommer ou participer à des manifestations culturelles ou sportives. Elle est ressentie de plus en plus comme nécessaire dans les communes qui dépendent souvent de leurs voisines pour maintenir des recettes et de l’activité.

Le fonctionnement de certains équipements de territoire ne peut plus dépendre de la seule commune centre alors que la survie de ces équipements dépend de l’élargissement de leurs usages et du nombre d’usagers en provenance d’autres communes et donc d’une meilleure péréquation des coûts de fonctionnement.

La prise d’une compétence volontaire – non obligatoire – comme la compétence scolaire et périscolaire au niveau d’une communauté de communes, est un pari osé mais gagnant. Un tel engagement suppose une volonté politique forte nourrie par une vision globale et partagée des besoins et par une bonne gestion prévisionnelle des équipements, des locaux, des déplacements.

« Je suis admirative du territoire de la Communauté de Communes ... qui a pris la compétence scolaire et cela donne des résultats ».



Des attentes vis-à-vis du Département en particulier quant à son rôle et sa place

Les collectivités locales supra communales comme le Département et la Région, sont plus perçues comme des “guichets”. Elles constituent une aide au financement de projets locaux, ou une aide à l’ingénierie de projet, mais sont rarement considérées comme des partenaires à part entière de la construction de projets ou d’investissement dans des priorités partagées.

« Nous ne sommes pas associés à la construction de la politique départementale à destination des associations. Nous sommes juste invités aux réunions d’information et l’information est très descendante ».

“Je vois la vie en Vosges” se décline aussi en “Je vois la vie en Vosges Terroir”. Ce succès de communication du Conseil Départemental ne suffit pas à le légitimer comme LA locomotive du territoire, malgré des succès certains en matière d’aide à l’installation de professionnels de santé ou de jeunes entrepreneurs par exemple.

« Le CD ne joue pas l’effet levier pour les collectivités territoriales ».

Si ce département a été marqué par des leaders emblématiques qui ont eu des fonctions nationales importantes, la gestion des collectivités est plus complexe aujourd’hui. Le leadership est partagé avec les autres collectivités territoriales, notamment en matière économique ou de mobilité. Si l’appui aux territoires est apprécié, tous les domaines d’intervention du département ne semblent pas suffisamment bien repérés, parfois même dans le discours des élus départementaux qui font confiance à leur administration.

A contrario, l’influence de l’organisation des communes rurales, de leurs maires et de leur association départementale pèse dans les Vosges parce que force de propositions reprises au national.

Des décloisonnements salutaires repérés

Le travail du Labo contribue à décloisonner, notamment dans les domaines du bâti dégradé en cœur de village, des mobilités, d’accès aux soins ou à la culture. Cela a permis de faire “sauter des verrous” entre propriété privée et intérêt public, entre compétences en silos et dynamiques de territoires.

Des démarches participatives existent dans certaines communes, un observatoire de la vie municipale a même été installé dans une commune dont la Maire et les adjoints ont été choisis par leurs colistiers au terme d’une élection sans candidat.

Il y a là des voies d’évolution des fonctionnements démocratiques. Des collectifs citoyens émergent. Des réseaux existent entre pairs (exemple du réseau régional des tiers-lieux), mais *« il manque des espaces de dialogue entre administrations, élus, universitaires, scientifiques, tiers-lieux et Labo »*. Ne serait-ce pas le rôle qui pourrait être confié au conseil scientifique du Labo ?



Des attentes légitimes des acteurs de l’éducation populaire

« Les élus doivent comprendre que nous ne sommes pas que des prestataires ».

Fédérations de l’éducation populaire, réseau d’êtres, forum permanent du dialogue entre acteurs publics et associatifs, les initiatives, les expérimentations, les tentatives de mobilisation ne manquent pas du côté des acteurs associatifs vosgiens. Mais avec quels impacts sur les institutions ? Avec quelle place dans la décision publique ?

Les efforts déployés par les associations et leurs réseaux pour diversifier les formes du débat démocratique ne parviennent ni à susciter l’intérêt des institutions, ni à impacter – encore moins à bousculer – les postures de leurs représentants.

« Si les associations ne sont pas là, il manque un pan de la société ».

Les Fédérations ont le sentiment d’être utilisées comme prestataires de service ; elles sont invitées pour recevoir des informations descendantes, à les relayer et les promouvoir auprès de leurs structures et de leurs usagers. Elles ne se sentent aucunement associées à quelque analyse des besoins que ce soit ou à la mise en œuvre concertée de la moindre réponse envisageable.

« On est la dernière roue de la charrette ».

A titre d’illustration, il nous a été indiqué que *« de plus en plus d’intercommunalités mettent en place des actions et des services sans se préoccuper de ce qui se fait déjà »*, notamment dans le domaine culturel ou des services à la personne, augmentant ainsi les risques de concurrence voire de dispersion des moyens affectés déjà observables sur certains territoires. Elles regrettent également de ne pas être représentées au comité de pilotage du Laboratoire de la Ruralité.



5. Les Vosgiens peuvent-ils mieux relever les défis de leurs territoires en s'appuyant sur le Labo et en développant plus d'expérimentations ?

« Le Labo est un peu trop sur des sujets communs et pas assez dans l'expérimentation originale ».

« Il assemble des dispositifs mais y a-t-il un impact pour les Vosgiens ? ».

L'attente d'un vrai laboratoire d'idées, d'un facilitateur d'expérimentation, d'un accompagnateur de recherche ne semble pas totalement satisfaite aux dires des personnes rencontrées. L'usage du terme "laboratoire" évoque la recherche, des crédits affectés dédiés à l'imagination, la créativité, un apport plus important des sciences dans les territoires, une plus grande prise en compte de la diversité des ruralités selon les territoires.

Toutes ces considérations ont été entendues dans les entretiens et peuvent enrichir une feuille de route pour l'avenir de cette expérimentation et donner du grain à moudre à un conseil scientifique renouvelé, intégrant les ressources que constituent nombre de chercheurs et d'acteurs installés dans les Vosges.

Ils auront au moins trois grands défis à relever :

- Considérer les impacts de la transition démographique
- Optimiser la coordination des acteurs et développer des coopérations inédites (plus de transversalité)
- Favoriser l'expérimentation de processus démocratiques locaux



Considérer les impacts de la transition démographique

La baisse conséquente et continue de la population du département est préoccupante. Les réactions vont toutes dans le sens de la nécessité de chercher à la limiter. Alors que les soldes naturel ET migratoire sont négatifs, les acteurs rencontrés envisagent diverses pistes d'action pour le freiner peu ou prou : "travailler sur l'attractivité du territoire", "exalter les expériences territoriales", "accueillir les nouveaux habitants", "faire revenir et attirer des étudiants", "promouvoir de nouvelles activités économiques dans le domaine de la culture, de l'environnement, des services à la personne, du soin et du bien être, développer de nouvelles formes d'habitat"





Le vieillissement de la population et la perte inexorable d'habitants sont des effets qui se cumulent. Rares sont celles ou ceux qui évoquent l'idée de s'adapter à cette tendance lourde (plutôt que de chercher à la réfréner). Envisager de s'y adapter, c'est déjà sortir des habitudes, des visions prédominantes de la manière de développer son territoire.



La problématique est en effet trop forte pour être prise en main isolément par tel ou tel acteur local, telle ou telle collectivité.

A première vue, l'idée de s'adapter à ce déclin démographique ne dégage pas (ou peu) de perspectives, encore moins de perspectives réjouissantes pour des hommes et des femmes qui visent le développement des services, commerces, équipements au service de la population de leur territoire (si ce n'est l'inverse : des acteurs qui visent le développement de leur population au service d'une meilleure rentabilité des services, commerces, équipements de leur territoire).

Pourtant nombre de pistes à explorer ont été évoquées : *“faire des Vosges un territoire d'accueil”, “un territoire refuge pour une population résidente vieillissante, ou pour des populations migrantes”*. La création de sociétés coopératives pour gérer de l'habitat partagé ou des projets de rénovation de ruines et de réintroduction de services dans la Vallée de l'Aidance, ou de gestion de la forêt pour l'adapter au climat (tiers lieu de la Vigotte) ou encore la création d'épiceries associatives ou solidaires pour recréer du lien social au village, beaucoup d'initiatives de ce type ont été évoquées qui démontrent un vrai potentiel d'inventivité et de non résignation.



Nous pouvons également citer l'adaptation des politiques de gestion des sols et de leur artificialisation, de l'eau, des pratiques agricoles et sylvicoles, notamment en Plaine, et peut-être un retour à une poly-activité économique plus nourricière que rémunératrice sur l'ensemble du territoire, l'abandon progressif ou radical de toute construction neuve au profit de la réhabilitation de l'ancien, voire la réutilisation des ruines de centres-bourgs pour une rénovation de qualité à des coûts acceptables durablement.

Quelles que soient les orientations à privilégier, le Labo est invité par certains acteurs locaux à *“penser hors du cadre”*, et à initier, à porter, à coordonner une réflexion dédiée à ce défi ; à soutenir des approches innovantes en la matière ; et pourquoi pas, à raviver le conseil scientifique autour de ces questions.

Cette *“entrée thématique”* entraîne une réflexion plus large autour des questions de transition territoriale qui concernent chaque village vosgien :

« L'enjeu est de préserver l'environnement en maintenant la vie dans les territoires ».

Optimiser la coordination des acteurs

Les acteurs écoutés réclament moins mais mieux d'ingénierie pour éviter le risque de *"cannibalisation"* entre les différentes ingénieries et reconnaissent que *"l'ingénierie apportée, c'est un plus et c'est de l'argent"*. Globalement, ils souhaitent plus de coordination et de coopération entre les ingénieries publiques et privées en particulier sur des projets importants pour les territoires.

Par ailleurs, impulser des projets c'est bien, mais dans leur mise en œuvre, le travail auprès des habitants, des élus municipaux, des propriétaires, des entreprises, des services demande du savoir-faire, de l'énergie, des moyens d'animation et de médiation et du temps. Il y a donc besoin de contractualisations au long cours : *« il pourrait y avoir de bons projets, mais de longue haleine ; et on nous demande d'avoir des résultats rapides »*.



Les acteurs précisent que le Labo ne devrait pas être un outil au service des seules communes de telle ou telle partie des Vosges, ni un outil au service du seul déploiement de telle ou telle politique publique resserré : *"La montagne est l'enfant gâtée des Vosges"*. Le Labo devrait prendre en compte les spécificités et la diversité des réalités sociales et économiques de la Montagne comme de la Plaine, des territoires les plus ruraux comme des milieux les plus urbanisés et concentrés, des ambitions des politiques sociales comme des politiques d'aménagement.

Le positionnement du Laboratoire de la Ruralité dans l'opérationnel visant à valoriser, accompagner, expérimenter les bonnes idées qui existent dans les territoires est remarquable. Il ne peut néanmoins ni pallier le manque de moyens d'ingénierie souvent souligné par nos interlocuteurs, ni organiser ces *"ingénieries qui se vampirisent"*, qui s'additionnent ou se multiplient sans cohérence pour certains observateurs rencontrés.



Manque et pléthore d'ingénierie ne sont pas contradictoires. Elles concernent des territoires, des domaines de projets et des acteurs différents. Elles sont toutes deux de nature à obérer la qualité des actions mise en œuvre, à en limiter les bénéfices pour la population, à inscrire les politiques publiques dans des temporalités trop courtes si l'on prend en considération leurs différentes facettes et étapes, de la concertation voire de la mobilisation citoyenne, à l'évaluation de tel ou tel plan d'action, en passant par sa conception, sa mise en œuvre.

Plusieurs pistes ont été soulevées pour accorder au Labo un rôle de catalyseur, de facilitateur ou d'animateur des acteurs du territoire départemental et des territoires infra-départementaux :

- Recenser l'ingénierie existante
- Favoriser l'ingénierie de projet
- Mobiliser les acteurs politiques et techniques
- Dessiner un véritable schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles, des ENR, des services de la santé, et d'autres encore ?
- Favoriser les alternatives aux appels à projet pour construire de la contractualisation choisie et pérenne
- Faire travailler ensemble les ingénieries existantes dans les organismes du logement, de la protection sociale, des collectivités- en commençant par le Labo lui-même ? *"s'inspirer du STC = service technique commun créé à l'échelle interco, et mis à dispo des communes"*
- Ou encore créer, un comité technique des territoires vosgiens, comme une instance trans-organisationnelle, transversale, avec une représentation des ingénieries de l'État, de la région Grand-Est et du Conseil départemental, des DGS ou chefs de projets des EPCI et autres PETR



Favoriser l'expérimentation de processus démocratiques locaux

« Il faut tester, soutenir des idées originales, soutenir les expérimentations ».

Nombreux ont été les interlocuteurs qui ont soulevé ce qui relève d'une problématique essentielle : la montée des intolérances et d'un vote de rejet, de repli, d'exclusion. « Les habitants n'ont plus confiance en personne depuis les dernières élections ». Par exemple, à l'échelle départementale, les résultats des dernières élections législatives (contrairement aux précédentes) ont vu les partis d'extrême-droite obtenir le plus grand nombre de voix aux premier et second tours (tout comme aux élections européennes de 2024).

« Il faut travailler dans la dentelle de chaque territoire, créer un récit territorial positif ».

On l'a vu plus haut, les mandats locaux et en particulier la fonction de Maire et d'élu local, proche des préoccupations des habitants, suscitent l'engouement, un réel attachement, chez les personnes rencontrées.

« Je suis très attaché à la fonction de Maire » ;
« Le mandat que je préfère, c'est celui de maire : j'ai tous les leviers ».

Il en va tout autant pour les fonctions associatives, pour l'engagement des uns des autres dans des réseaux d'éducation populaire, plus ou moins militants. Toutefois, ceux-ci expriment un manque cruel de reconnaissance institutionnelle, de considération, d'écoute.

Faut-il voir là pour le Labo une opportunité à intégrer cet objet de réflexion dans son champ d'action ? Pourquoi pas, si l'on considère que toutes les politiques publiques nationales affichent l'exigence vertueuse d'associer les citoyens à leur conception (du diagnostic à l'évaluation). Nos interviewés ont fait plusieurs propositions : en ciblant les jeunes, inciter à « la création de conseils municipaux de jeunes » et/ou créer des « espaces de rencontre sans ordre du jour pour les jeunes » ; amplifier la participation citoyenne autour des projets locaux ; y impliquer le monde associatif et accorder de l'importance à ses réflexions et productions. En ce sens, le Labo pourrait s'autoriser à accompagner les territoires dans leurs expérimentations.



En lien avec son propre fonctionnement démocratique, sa propre gouvernance et ses productions au service de l'innovation et du bien commun, nous avons entendu à maintes reprises la volonté d'associer davantage aux travaux du Labo les acteurs associatifs, les porteurs de coopératives, de SCIC, d'entreprises, de tiers-lieux, ceux qui agissent aux côtés des territoires, au sein des communes depuis de nombreuses années.

« Le Labo pour qu'il fonctionne ne doit pas rester dans l'entre soi ».

Le désir de voir se développer un fonctionnement plus ouvert, plus horizontal et ascendant, qui tienne plus compte de ce qui remonte du terrain, a été fortement exprimé.

Le comité scientifique qui, jusque-là, n'a semble-t-il pas pleinement joué son rôle : « Ce qui nous manque, ce sont des espaces de dialogue avec les administrations, les élus, les universitaires, les scientifiques » paraît pouvoir se réinventer sur une nouvelle approche avec des ressources locales et des chercheurs du territoire. Un comité de pilotage du Labo - élargi à la représentation associative - ne pourrait-il pas remplacer le comité technique ? Ces pistes ne peuvent pas toutes être explorées en même temps. Toutes ont été évoquées lors de notre Écoute, et invitent à investir au mieux le dialogue entre les différentes parties impliquées dans le développement de leurs territoires.







La création du Labo de la ruralité a été saluée, son pouvoir d’agir et d’expérimenter vraiment parfois interrogés. Son copilotage et la volonté conjointe de la Préfète et du Président de l’association des maires ruraux ont convaincu les Ministres qui se sont succédé de poursuivre l’expérimentation, voire de la développer dans les autres régions de France. A ce jour, deux départements hébergent également un Laboratoire (l’Aude et la Saône et Loire).

L’Écoute Territoriale souhaitée par la Ministre Faure et l’ANCT aura peut-être permis de contribuer à une plus grande appropriation d’un dispositif expérimental qui a ouvert des portes et qui peut encore évoluer en repoussant les contraintes institutionnelles pour faire plus de liens, faire travailler ensemble plus d’acteurs locaux, dans toute leur diversité en associant les chercheurs, les formateurs et les acteurs associatifs.

Les Vosges ont retenu le pluriel dans le nom du département. Il en est de même des ruralités, des paysages et des acteurs locaux dont la diversité constitue une vraie richesse. Les travaux du Laboratoire devront sans doute demain, faciliter l’adaptation à des réalités sociales, économiques, démographiques et démocratiques qui s’imposent aux populations locales sans les contraindre à la résignation. Car ce qui constitue les richesses des territoires, ce sont d’abord les femmes et les hommes qui y vivent et le lien qu’elles et ils entretiennent avec les autres composantes du vivant.

ÉCOUTES TERRITORIALES 2025

Laboratoire de la Ruralité (88)



Document réalisé par l'équipe des écoutant-es de l'Unadel : Carole Begel, Claude Grivel et de Citoyens et Territoires Grand Est : Gabrielle Lenôtre, Jean-Marie Rougey et Johan Chanal.

Les écoutant-es remercient chaleureusement l'équipe du Laboratoire de la Ruralité et ses copilotes pour leur accueil et leur disponibilité, ainsi que toutes les personnes rencontrées pour le temps consacré, leurs contributions, leur investissement dans la démarche proposée et leur confiance.

Merci également aux partenaires et commanditaires : Ministère de la Ruralité, ANCT et Fondation de France ainsi qu'à la Préfecture des Vosges.

Document mis en page par Marion Guericolas, Citoyens & Territoires Grand Est

Crédits photos : Unadel, Citoyens & Territoires, Laboratoire de la Ruralité, Marion Guericolas, Canva et Freepik



ambassadeur des

